

# Migrants, Grèce, déficits : l'Europe à reculons

Défiée à ses frontières, décriée à l'intérieur, l'UE tergiverse plutôt que de prendre les problèmes à bras le corps. Illustrations avec l'afflux des migrants en Méditerranée ou avec la dette grecque



Kak



@IMarchais

Publié le mercredi 22 avril à 19h56 - Mis à jour le jeudi 23 avril à 10h02

Par Isabelle Marchais

**Les faits** - Un Conseil européen extraordinaire consacré à la crise des migrants en Méditerranée se tient ce jeudi à Bruxelles. Le président du Conseil italien, Matteo Renzi, a appelé l'UE à s'attaquer à la source du trafic de migrants. Parallèlement, la Grèce a fait savoir qu'elle ne présenterait toujours pas de liste de réformes économiques lors de l'eurogroupe convoqué vendredi à Riga.

Naufrages en Méditerranée, tensions en Ukraine, spectre d'un « Grexit » voire d'un « Brexit » (sorties de la Grèce ou du Royaume-Uni), dérives des finances publiques en France : les incendies et crises se multiplient aux confins et au sein de l'UE. Mais, par manque de conviction européenne, par crainte de leurs opinions publiques, par peur des populismes, ses dirigeants continuent à temporiser, à hésiter, à atermoyer. « C'est l'attentisme des pompiers. Ils ne font rien puis quand il y a une crise, ils bougent », regrette Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe. Il a fallu la crise financière de 2008-2011 pour mettre en place de solides mécanismes de protection au sein de l'Union économique et monétaire (UEM). Il a fallu qu'un avion de la

Malaysia Airlines soit abattu en juillet 2014 au-dessus de l'Ukraine orientale pour que soient adoptées des sanctions économiques contre Moscou. Et il aura fallu les 800 morts de ce week-end en Méditerranée pour convoquer un sommet extraordinaire sur les migrations ce jeudi. Alors que tout cela était prévisible. Pendant ce temps, les séances de négociations sur la Grèce se succèdent sans que personne ne sache quand et si tombera le couperet. Athènes ne cesse d'agiter la menace du défaut de paiement. Ses partenaires lui fixent des délais « décisifs » à répétition. Les réformes exigées ne sont toujours pas prêtes, et plus personne ne croit à un accord lors de l'eurogroupe de vendredi. La prochaine échéance est fixée au 11 mai. « On est au bord du gouffre mais la Grèce et l'Allemagne essaient toutes les deux de laisser pourrir la situation ; la première pour permettre à Alexis Tsipras de s'imposer, la deuxième en espérant que le gouvernement va tomber », analyse un connaisseur du dossier.

Or un « Grexit » aurait de lourdes conséquences, non seulement pour la Grèce mais, à plus long terme, pour l'ensemble de la zone euro, puisque les marchés attendraient la prochaine victime. Les Européens n'ont pas tiré toutes les conséquences de la crise financière. Plusieurs pare-feu ont été mis en place, notamment le Mécanisme européen de stabilité (MES) destiné aux pays en difficulté, et l'Union bancaire, dont les mécanismes uniques de supervision des banques et de résolution des crises du crédit constituent une avancée majeure. Mais, faute de volonté politique, les dirigeants n'ont pas prévu de garantie commune pour les dépôts bancaires. Résultat, un euro ne vaut pas la même chose sur un compte grec et sur un compte bancaire allemand. La véritable union budgétaire, impliquant des transferts financiers entre pays de la zone euro et des changements de traité, n'est pas pour demain.

Trouver un accord sur la dette grecque est également indispensable pour parvenir à une solution sur les migrations en Méditerranée. Athènes a des difficultés croissantes à contrôler ses frontières, et en aura encore plus en cas de sortie de l'euro. Ses responsables en font une arme dans leurs discussions avec les créanciers : les plus durs menacent de laisser entrer des flots de migrants à l'intérieur de l'espace Schengen, les autres réclament une meilleure répartition du fardeau au sein de l'Union européenne afin d'aider les pays en première ligne, Grèce, Espagne, Malte et surtout Italie. « Sur les migrations, ce n'est pas l'Union européenne qui est responsable, car elle n'a presque pas de compétences en la matière, ce sont les Etats membres, qui ne veulent pas bouger, insiste-t-on à Bruxelles. De plus, l'Europe est confrontée à une multiplication de crises extérieures ».

Les naufrages vont-ils changer la donne ? Les Vingt-Huit se chamaillent pour répartir entre eux quelques milliers de réfugiés, alors qu'un pays comme le Liban en accueille à lui seul un million, soit le quart de sa population. Ils devraient aussi renforcer le combat contre les trafiquants, et revoir les moyens et le mandat de Triton, l'opération de surveillance maritime confiée à Frontex. « Il faut rompre avec le dogme de

l'Europe forteresse. Nier la réalité des migrations, c'est nier notre identité », affirme le coprésident des Verts au Parlement européen Philippe Lamberts. Autre sujet d'atemoiement, l'Ukraine. Le plus dur reste à faire pour les Européens : apporter une réponse commune à l'avenir de leurs relations avec Moscou.

La procrastination des Vingt-Huit sur les dossiers européens est d'autant plus regrettable qu'ils sont capables, parfois, de prendre des décisions. Il ne leur a fallu que deux mois pour trouver un accord sur le plan d'investissement de 315 milliards d'euros, une seule réunion du Conseil européen pour avaliser le paquet énergie-climat, qui fixe des normes ambitieuses d'ici 2030.

Reste à savoir ce que fera la nouvelle Commission. Européen convaincu, Jean-Claude Juncker est arrivé à Bruxelles avec de nombreuses idées. Mais suite à l'annulation d'un déplacement à Kiev pour cause de calculs rénaux, la question de sa santé lui a été posée par le journal Politico, qui vient de débarquer en Europe. Nombre d'observateurs s'interrogent aussi sur la politique menée par la Commission à l'égard de la France, toujours mise en garde mais jamais sanctionnée, et qui se croit protégée par sa nouvelle trajectoire budgétaire alors qu'elle se contente de réformes cosmétiques.

La balle est dans le camp des Etats membres : à eux de donner aux institutions européennes les moyens d'agir. « On voit surgir une série de menaces face auxquelles l'union fera la force », estime Yves Bertoncini. Les dirigeants seront-ils capables de faire comprendre à leurs citoyens que le problème ne vient pas de l'Europe mais du manque d'Europe ? Or, met en garde Philippe Lamberts, « l'Europe souffre d'un manque de leadership. Diriger, ce n'est pas suivre les opinions publiques pour essayer de leur plaisir. C'est expliquer le réel et proposer des solutions ».